

en bref

LES MILLIONS D'ECOPHYTO

La consommation de pesticides a progressé de 12,4% entre 2009 et 2016. Un « constat d'échec » des plans Ecophyto (le premier prévoyant une baisse de 50% entre 2008 et 2018), dressé par France nature environnement dans un communiqué du 27 juillet. Le plan Ecophyto 2+, soumis à consultation publique cet automne, devrait être doté d'un budget presque doublé, à 71 millions d'euros par an, notamment pour la recherche et l'innovation. □

UN ARRÊT OGM

La Cour de justice de l'Union européenne a reconnu le 25 juillet dernier que les organismes créés par mutagenèse étaient bien des OGM car ils sont « modifiés d'une manière qui ne s'effectue pas naturellement ». Ils doivent donc être réglementés comme des OGM car leurs « risques pour l'environnement ou la santé humaine [...] pourraient s'avérer similaires à ceux résultant de la production et de la diffusion d'OGM par transgénèse ». C'est désormais à l'Union européenne et au gouvernement français de faire appliquer (ou non) cette décision. □

MONSANTO À L'AMENDE

Monsanto a été condamnée le 10 août par un tribunal californien à verser 289 millions de dollars à l'agent d'entretien des espaces verts Dwayne Johnson, reconnaissant un lien entre son cancer et l'utilisation du Roundup commercialisé par la firme rachetée en juin dernier par Bayer. Ce procès a mis au jour des centaines de documents secrets, les « Monsanto Papers », montrant les efforts fournis par les cadres de l'entreprise pour cacher la dangerosité du pesticide. Plusieurs actions de groupes et procès similaires sont en cours aux États-Unis. □

initiatives

Les citoyens se mobilisent pour la transition énergétique



Dans le Tarn, le Pôle territorial de l'Albigeois et des Bastides (PTAB) associe des citoyens à son Plan climat-air-énergie territorial.

La dernière génération de Plan climat-air-énergie territorial (PCAET, cf. TRI n°466) vise à rendre les territoires autonomes en énergie à l'horizon 2050. Si l'objectif ainsi résumé est compréhensible, les moyens de l'atteindre sont loin d'être maîtrisés. Il y a tout d'abord le fonctionnement actuel de l'économie et de la société : chacun tire ce qu'il peut de la situation présente tout en renonçant à changer les multiples

« Comment percevez-vous la situation actuelle ? » ; « quelle solution optimale envisagez-vous ? » ; « quels efforts êtes-vous prêts à faire, seuls ou avec d'autres, pour y parvenir ? ». Les responsables du PTAB ont mobilisé vingt personnes pour réaliser, par équipe de deux, une cinquantaine d'entretiens dans les cinq communautés de communes du territoire auprès d'un large panel de citoyens. Ces volontaires ont conçu et réalisé la démarche durant l'hiver 2017-2018 et le résultat des entretiens a été présenté le 26 avril 2018 à Albi². Le diagnostic énergétique du territoire comporte ainsi non seulement le bilan actuel et les objectifs du PCAET travaillés par des bureaux d'études, mais aussi la description de ce que les citoyens proposent et envisagent de prendre en charge. L'Unadel³ et l'équipe du PTAB ont accompagné cette démarche d'« écoute citoyenne » qui a mis en évidence la disponibilité de citoyens et l'efficacité de leur mobilisation. Ce travail, présenté dans les intercommunalités du PTAB, peut être aujourd'hui prolongé de manière formelle par une évaluation de la cohérence entre le PCAET et ce que les citoyens se disent prêts à faire. Cette énergie citoyenne mobilisée ne pourrait-elle pas aussi servir à la définition d'autres politiques publiques ? Une telle démarche rend les personnes actrices des décisions qui les concernent et correspond à une conception de la démocratie qui ne se limite pas à voter tous les six ans... □

■ GÉRARD LOGIÉ (UNADEL)

DES PERSONNES VOLONTAIRES ALLANT AU-DEVANT D'AUTRES CITOYENS POUR RECUEILLIR LEURS AVIS

facteurs (transport, consommation, habitat...) qui façonnent notre quotidien. Il y a ensuite le sentiment que malgré l'action des pouvoirs publics nous sommes très en dessous des efforts à réaliser pour réduire durablement notre empreinte énergétique. Et enfin, il y a le manque d'imagination et la difficulté à se projeter : « Qu'elle sera notre alimentation ? » ; « de quels transports ou habitat aurons-nous besoin ? » ; « quelle relation au travail aurons-nous ? »... □

Conscients de ces difficultés, les responsables du PCAET, géré par le Pôle territorial¹, ont cherché à répondre à ces questions. Non pas de manière théorique, mais en mobilisant des citoyens acceptant d'aller au-devant d'autres citoyens de leur territoire pour recueillir leurs avis sur trois questions :

1 - Ce pôle d'équilibre territorial et rural élabore les stratégies de développement durable des cinq communautés de communes qui le constituent.

2 - Voir la présentation : <http://goo.gl/CBy4Qo>.

3 - Union nationale des acteurs du développement local - cf. www.unadel.org.